

# «Il faut faire bouger les choses»

La consolidation du secteur financier, les efforts pour la recherche en général et pour les biotechnologies en particulier, un accroissement de l'offre de services dans le secteur des technologies de l'information et la fin d'un certain immobilisme législatif, ont été les principaux points développés, lors de la table ronde organisée sur le thème de l'avenir économique du Luxembourg par *paperjam*, Business Club et Economist Club Luxembourg, jeudi soir à la Chambre de commerce.

■ «Le secteur financier représente 27 % de la contribution au PIB du Luxembourg», a rappelé Jeannot Krecké, ministre de l'Économie et du Commerce extérieur. «A court et moyen terme ce secteur d'activité restera prépondérant pour notre économie», explique-t-il. «Cependant, nous avons entrepris de nombreux efforts de diversification, notamment dans la recherche, avec un budget de 150 millions d'euros», a indiqué le ministre. Michel Wurth, président de l'UEL, a rappelé le rôle de l'industrie dans le développement de l'économie en soulignant les problèmes liés aux infrastructures, à l'alimentation en énergie, aux disponibilités des terrains, et à la capacité concurrentielle de l'économie nationale. Sans surprise, ce dernier a plaidé pour une pause dans l'inflation des salaires, et a lancé un appel aux



Paul Wurth, Jeannot Krecké, Charles Goerens et Lucien Thiel ont animé les débats lors de la table ronde

(Photo: Anouk Antony)

jeunes Luxembourgeois à rejoindre les rangs des entrepreneurs.

## Pas d'harmonisation fiscale européenne

Le député Lucien Thiel a évoqué, non seulement la crise financière et économique mondiale, mais également la crise structurelle luxembourgeoise qui avec une croissance molle, va forcer le pays à adapter son niveau de vie à cette nouvelle réalité. Soulignant l'importance de l'université, notamment au niveau de la recherche, il a parlé de «niches de com-

pétences, plutôt que de niches de souveraineté».

Évoquant les marges de manœuvre luxembourgeoises par rapport aux directives européennes, Charles Goerens, député européen, estime que ces dernières existent au niveau politique, social et fiscal, éloignant ainsi l'idée d'une harmonisation fiscale européenne. Le député européen a également soutenu l'idée d'une nécessaire anticipation des directives européennes, privilégiant l'action plutôt que la réaction. M. Goerens, en rappelant l'histoire économique et politique

luxembourgeoise, s'est dit convaincu de la «capacité de régénération du pays».

En guise de conclusion, Jeannot Krecké est intervenu de façon très remarquée au sujet de la tripartite, stigmatisant l'immobilisme qui risquait de mettre à mal le modèle social luxembourgeois. «La sortie de la crise conjoncturelle est une réalité, mais les problèmes structurels subsistent», a scandé le ministre. «Il faut faire bouger les choses, notamment au niveau législatif avec des mesures rapides et efficaces», a-t-il préconisé.

■ Gérard Karas